

# Réunion informelle des Ministres de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité entre hommes et femmes

16 et 17 juillet 2015

European Convention Centre  
Luxembourg

Déjeuner de travail :  
Emploi des jeunes et création  
d'emplois : « Au-delà de la Garantie  
pour la jeunesse »

Note de cadrage



## Emploi des jeunes et création d'emplois : « Au-delà de la Garantie pour la jeunesse »

En avril 2013, le Conseil a adopté la recommandation sur l'établissement d'une Garantie pour la jeunesse. Depuis lors, les États membres de l'UE ont fait des efforts substantiels pour mettre en place leurs plans nationaux spécifiques, entraînant d'importantes réformes structurelles ainsi que l'élaboration de stratégies d'emploi à destination des jeunes. Le soutien financier européen se manifeste à travers l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) et le Fonds social européen (FSE). En mai 2015, des paiements de préfinancement équivalant à presque 900 millions d'EUR ont été effectués par la Commission à destination des 33 programmes opérationnels du Fonds social européen comportant un financement de l'Initiative pour l'emploi des jeunes. Tous ces efforts ont indéniablement contribué à faire baisser le chômage des jeunes au sein de l'UE à 28.

Malgré ces résultats positifs, l'Europe reste dans une situation critique. Près de 5 millions de jeunes entre 15 et 24 ans sont actuellement au chômage à travers l'UE. Certains pays présentent des taux de chômage des jeunes atteignant les 50 %. *Environ 7 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans ne sont ni actives ni scolarisées (ce sont les jeunes dits « NEET », c'est-à-dire ceux ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation), soit à peu près 12 % de la totalité des jeunes.* Compte tenu de ce que le chômage de longue durée des jeunes est encore extrêmement élevé et que les jeunes sont surreprésentés chez les personnes aux conditions de travail précaires (42 % des jeunes sont en contrats à durée déterminée), ces chiffres sur le chômage des jeunes en général et sur les jeunes NEET en particulier sont une preuve nette de ce que *nous sommes loin d'avoir résolu le problème du chômage des jeunes en Europe.*

L'un des plus grands défis auxquels nous devons faire face est notre difficulté à nous adresser aux jeunes. Selon une étude d'Eurobaromètre de 2014, *près de huit jeunes sur dix n'avaient pas entendu parler de la Garantie pour la jeunesse.* Certains d'entre eux sont tellement éloignés du marché de l'emploi que les canaux ordinaires d'information ne les atteignent même pas. Il est impératif d'éviter un tel degré d'exclusion sociale. Beaucoup de ceux ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation doivent bénéficier d'un processus d'intégration à plus long terme. Les atteindre, stabiliser leur situation sociale et professionnelle et leur fournir une orientation précieuse quant aux éventuelles opportunités prend du temps. Ces offres de qualité ne font actuellement pas partie des quatre offres mesurées par le cadre de la Garantie pour la jeunesse. Pourtant, elles sont d'une importance capitale pour les jeunes déscolarisés et sans emploi. Les indicateurs de mise en œuvre actuels doivent être augmentés d'indicateurs sociaux mesurant ces offres. La Garantie pour la jeunesse doit s'étoffer et les politiques ouvrir de nouvelles perspectives.

Nous devons trouver des moyens pour provoquer une *croissance inclusive permettant à tous les jeunes d'être guidés vers des emplois de qualité.* Nous devons continuer d'encourager d'autres ajustements structurels à travers l'initiative Garantie pour la jeunesse. Mais priorité doit désormais être donnée à des actions audacieuses dans les deux programmes complémentaires suivants, également essentiels à la compétitivité de l'Europe.

*Premièrement, nous devons investir dans l'humain.* Nous devons nous assurer que les jeunes peuvent acquérir de nouvelles *aptitudes* et *compétences clefs*. Dans une économie du savoir en perpétuel changement, les compétences doivent être mises à jour plus rapidement et plus fréquemment. La révolution numérique requiert de nouvelles compétences. Il existe un risque de décalage entre l'offre et la demande de compétences. Un programme « compétences » doit répondre à la division croissante entre les « riches » et les « pauvres » du point de vue éducatif. C'est également vrai dans tous les secteurs et, si les compétences techniques sont les principales concernées, les compétences pratiques ne sont pas exclues. Sans expérience de travail permettant de se former sur le tas, beaucoup de nos jeunes ne seront pas compétitifs. Investir dans les compétences va de pair avec nos efforts constants dans l'enseignement professionnel et les programmes de formation.

Lors d'une récente réunion à Riga, la Commission européenne a réitéré son engagement à renforcer l'offre, la qualité et l'image de l'apprentissage. Sur fond d'alliance européenne pour l'apprentissage, de nouvelles sociétés se sont engagées à proposer 140 000 opportunités d'apprentissage et de formation aux jeunes. Telle est la marche à suivre. Mais nous devons nous assurer que ces initiatives dépassent les frontières nationales. Nous devons *encourager une mobilité juste en Europe*. Erasmus a été une franche réussite de ce point de vue pour ceux qui cherchent à obtenir un diplôme du supérieur. Cette approche doit désormais être étendue à l'enseignement et aux formations professionnels. De premières mesures ont déjà été prises dans le cadre d'une subdivision du programme Erasmus+. Des résultats prometteurs ont également été obtenus dans le cadre du programme « MobiPro EU » en Allemagne. La mobilité fonctionne déjà. Nous devons à présent consolider ces initiatives. Des concepts comme *Erasmus Pro*, développé par l'Institut Jacques Delors<sup>1</sup>, démontre comment nous pourrions permettre à un million de jeunes Européens d'obtenir une qualification professionnelle dans un autre pays européen d'ici 2020. Cela profiterait autant aux jeunes qu'à l'économie de leur pays d'origine. *Tous les acteurs doivent s'impliquer : gouvernements, écoles, entreprises et partenaires sociaux.* De plus, la réforme du réseau EURES va également contribuer à améliorer le flux d'informations relatives aux offres disponibles.

*Deuxièmement, nous devons investir dans les emplois pour les jeunes.* Sans nouveaux emplois, tous les investissements consentis dans les compétences sont perdus. Aujourd'hui, nous sommes à un tournant. L'économie se remet lentement, une fenêtre s'est ouverte sur des opportunités. Les espoirs commencent à émerger à nouveau et la reprise économique, quoiqu'encore fragile, regagne du terrain. Nous devons prendre ce tournant positif avec résolution. L'Europe doit se concentrer sur la croissance, l'investissement et l'innovation, notamment dans les États membres encore confrontés à un chômage très élevé et à des difficultés économiques. Dans ce contexte, *la création directe d'emplois peut aussi être une manière de réduire le chômage.* Le moment est venu d'accélérer nos politiques en faveur de l'emploi. Nous devons trouver des

---

<sup>1</sup> Voir la publication *Erasmus Pro : pour un million de « jeunes apprentis européens » d'ici 2020*, Institut Jacques Delors, mai 2015.

instruments permettant aux entreprises existantes, notamment les PME, de faire un pari sur l'avenir et d'investir dans de nouvelles activités, créant par là même de nouveaux emplois.

*Le « programme d'investissement » proposé par la Commission européenne représente un premier pas dans ce sens, si le critère de création d'emplois est correctement pris en compte. Nous devons aussi instaurer des instruments permettant aux jeunes de créer leurs propres entreprises. L'entrepreneuriat et l'entrepreneuriat social ne doivent pas être sous-estimés en tant que solution partielle à notre problème. Néanmoins, cette solution ne peut être encouragée que si nous instaurons un cadre structurel offrant aux jeunes une base financière pour lancer leur activité. Oui, c'est vrai, il y a souvent un haut risque d'échec. Mais, à ce stade, le coût du chômage dépasse de loin ce que coûterait la création de nouvelles opportunités. Une mesure de micro-financement plus large peut également constituer une amélioration. Un accent particulier doit être placé sur les technologies et les emplois verts. Les jeunes entrepreneurs doivent bénéficier non seulement du financement accordé aux nouvelles pousses, mais aussi d'un encadrement.*

*Investir dans les compétences et investir dans les emplois ne sont pas des objectifs distincts, comme le montre un programme très prometteur lancé en 2013 par la Banque européenne d'investissement (BEI). Sous le titre « Compétences et emplois – Investir pour la jeunesse : financer l'avenir des jeunes générations en Europe »<sup>2</sup>, la BEI propose des investissements promouvant activement des mesures pour l'emploi des jeunes. Sous le terme « compétences » de ce programme, la BEI finance des mesures éducatives et de formation à destination des jeunes, tandis que sous le terme « emplois », les petites et moyennes entreprises peuvent bénéficier de financements pour tout type d'investissement, fonds de roulement inclus, à condition qu'elles emploient, forment et recrutent des jeunes. À travers ce projet, la BEI tente de répondre à l'une des principales contraintes de l'emploi des jeunes : le manque d'accès au financement permettant aux sociétés, notamment les PME, d'investir et ainsi d'employer, de retenir et de former de jeunes travailleurs. Dépassant de loin l'engagement initial de 6 milliards d'EUR annuels, la BEI a consenti un montant de 13 milliards d'EUR pour ce programme en 2014, 10 milliards d'EUR pour les emplois et 3 milliards d'EUR pour les compétences. Alors que le programme se limitait initialement aux pays se situant au-dessus du seuil de chômage des jeunes de 25 %, il s'est ouvert à tous les autres États membres, soutenant ainsi de nouvelles opportunités d'emploi dans les PME à travers toute l'Europe.*

*Les conditions macroéconomiques sont réglées pour le renouveau de nos économies. Les politiques doivent à présent être réglées pour encourager cette dynamique. Investir dans l'humain via un vaste plan d'investissement social et investir dans de nouveaux emplois doivent aller de pair et être les ingrédients clés d'une initiative renouvelée pour l'emploi des jeunes.*

Question pour le débat :

<sup>2</sup> [http://www.eib.org/projects/priorities/skills\\_and\\_jobs/index.htm](http://www.eib.org/projects/priorities/skills_and_jobs/index.htm)

*Nous devons nous assurer que les jeunes disposent des compétences appropriées pour des emplois de qualité. Quelles nouvelles manières envisager pour améliorer l'accès des jeunes au marché de l'emploi ?*

*Comment créer à l'échelle européenne de nouveaux instruments qui renforceraient les initiatives nationales et locales en faveur de la création d'emplois de qualité de façon à amener une croissance inclusive ?*

\* \* \*